Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 24 mars 1953, d'une demande d'avis sur un projet de "Règlement de la masse d'habillement des fonctionnaires et employés de la douane", a donné le 11 mai 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 24e Maart 1953 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een "Reglement van het kledingfonds van het douanepersoneel", heeft de 11e Mei 1953 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE MINISTERIEL PORTANT REGLEMENT DE LA MASSE D'HABILLEMENT DES FONCTIONNAIRES ET EMPLOYES DE LA DOUANE.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du ... relatif à l'organisation de la masse d'habillement des fonctionnaires et employés de la douane, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du ... allouant une indemnité pour port d'uniforme aux agents de l'Administration des douanes et accises;

Vu l'avis du sous-comité de consultation syndicale de l'Administration des douanes et accises;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

CHAPITRE Ier . - ATTRIBUTIONS ET REUNIONS DU CONSEIL.

Article 1er.-

Le conseil de masse prend toutes les décisions relatives à la fourniture aux fonctionnaires et employés des douanes admis au port de la tenue :

1° des objets d'uniforme prévus par l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946;

2° des objets d'habillement et d'équipement non prévus par l'arrêté précité, mais dont la vente a lieu sur décision du conseil.

En cas de circonstances spéciales, la masse peut, sur décision du conseil, cesser la fourniture de certains des objets prévus par l'arrêté du Régent du 13 septembre 1946.

Article 2.-

Tous les marchés sont faits après appel à la concurrence.

Toutefois, il peut être traité de gré à gré pour des fournitures de peu d'importance.

Article 3.-

Les fournitures sont réceptionnées par le comité restreint visé à l'article 8. Préalablement à la réception des tissus, ce comité recueille l'avis de la commission des tissus fonctionnant auprès du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes. Pour les autres articles, il consulte éventuellement des experts en la matière.

Article 4.-

L'agréation des tailleurs et des casquettiers, chargés de la confection des objets d'habillement, est accordée et retirée par le conseil.

Article 5.-

Il est loisible aux membres du comité restreint visé à l'article 8 d'assister à la distribution des vêtements et des casquettes. Ils se mettent, à cet effet, en rapport avec le gestionnaire.

/

Article 6.-

Toutes les opérations de recette ou de paiement ont lieu à l'intervention, soit de l'Office des chèques et virements postaux, soit de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Les ordres de paiement sont établis par le gestionnaire et contresignés par le président ou le vice-président.

Article 7.-

Les prix de vente des objets dont il est question à l'article 1er sont fixés par le conseil.

Le prix des objets fournis par les tailleurs et les casquettiers est le prix de revient net des fournitures utilisées, augmenté du coût de la main-d'oeuvre.

Le prix des autres objets est le prix de revient net.

Article 8.-

Le conseil désigne deux de ses membres, effectifs ou suppléants, l'un étant un délégué administratif, l'autre un délégué syndical, pour former un comité restreint chargé de prendre des décisions urgentes. La désignation du délégué syndical s'effectue par roulement tous les trois mois.

Toute décision du comité restreint est portée à la connaissance du conseil lors de la prochaine réunion.

.../...

En cas de désaccord des membres du comité restreint, la question est soumise au conseil.

Article 9.-

Le gestionnaire assure le secrétariat du conseil.

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation de son président par lettre recommandée à la poste.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Article 10.-

Un procès-verbal de chaque séance est rédigé par le gestionnaire; une copie en est envoyée à chaque membre.

Article 11.-

L'introduction des commandes par les affiliés, leur transmission à la masse, l'envoi des objets commandés, leur distribution aux destinataires, le renvoi des objets refusés par les destinataires ou de ceux qui ne peuvent être distribués pour une cause quelconque, ont lieu suivant les dispositions arrêtées par le conseil. Les dispositions dont l'application requiert l'intervention des services extérieurs de l'Administration des douanes et accises sont obligatoirement soumises à l'accord préalable du directeur général de cette administration.

Le conseil arrête le modèle des registres et documents à tenir par le bureau de la masse.

Article 12.-

Le gestionnaire de la masse assiste périodiquement à certaines distributions de vêtements d'uniforme et de casquettes, à l'effet de s'assurer s'ils satisfont aux conditions requises.

CHAPITRE II. - TENUE DES COMPTES DE LA MASSE.

Article 13.-

L'exercice commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Article 14.-

L'indemnité d'uniforme accordée aux fonctionnaires et employés des douanes est mise à la disposition de la masse. Le montant de l'indemnité allouée à chaque affilié est inscrit au crédit de son compte par le bureau de la masse.

Article 15.-

La fourniture d'objets d'habillement à des agents non affiliés, pour lesquels une tenue réglementaire est prévue, peut être faite par la masse moyennant paiement au comptant.

Article 16.-

Les directeurs régionaux des douanes et accises signalent périodiquement au bureau de la masse les changements survenus parmi le personnel.

Les mesures pour l'application de cette prescription sont arrêtées par le conseil. Elles sont soumises à l'accord préalable du directeur général.

Article 17.-

Les comptes des affiliés sont tenus par le bureau de la masse.

Article 18.-

Le bureau de la masse crée, au nom de chaque affilié, une carte de comptabilité indiquant la situation du compte de l'intéressé. Cette carte est arrêtée à la fin de l'exercice et un extrait en est transmis à l'affilié par l'intermédiaire du contrôleur. L'affilié dispose d'un délai d'un mois à partir de la date de la réception de l'extrait pour faire parvenir ses observations éventuelles au bureau de la masse.

Article 19.-

Si, lors de la clôture annuelle des comptes, le montant de l'indemnité d'uniforme allouée pour l'année envisagée dépasse le total des sommes dues à la masse par l'affilié, le boni est reporté au crédit du compte de l'affilié pour l'exercice suivant.

.../...

Toute somme inscrite au crédit du compte de l'affilié, qui dépasse le montant maximum des indemnités d'uniforme attribuées pour les deux dernières années, est versée au Trésor.

Article 20.-

Si le total des sommes dues à la masse par l'affilié dépasse le montant de l'indemnité d'uniforme allouée pour l'année envisagée, le solde est apuré suivant les modalités déterminées par le conseil.

Article 21.-

Les cartes de comptabilité ouvertes au nom des commis techniques, des commis-chefs, des commis spéciaux, des commis ou des employés des accises, sont également clôturées annuellement.

La dette est apurée suivant les modalités déterminées par le conseil.

Article 22.-

En cas de suspension sans traitement, de mise à la retraite, de démission, de mise en disponibilité, de révocation ou de décès d'un affilié, son compte est arrêté par le bureau de la masse. Il en est de même si l'affilié est appelé à des fonctions pour lesquelles le port de l'uniforme n'est pas prévu. Cette disposition ne s'applique pas à l'affilié mis d'office en disponibilité pour cause de maladie.

Les directeurs régionaux signalent en temps opportun, au bureau de la masse, les cas dont il est question à l'alinéa qui précède.

Article 23.-

Si, dans les cas prévus à l'article 22, la carte de comptabilité de l'affilié présente un solde créditeur, le montant de celui-ci est versé au Trésor.

Article 24.-

A la fin de chaque exercice, après vérification des écritures de la masse par deux membres spécialement désignés par le conseil, celui-ci arrête et soumet à l'approbation du Ministre le bilan des opérations de l'exercice.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 25.-

Le conseil peut autoriser le bureau de la masse à prêter son concours, aux conditions qu'il détermine, à la gestion d'autres organismes fournissant des objets d'uniforme à des agents appartenant à des administrations de l'Etat belge ou du Grand-Duché de Luxembourg. Les mesures pour l'application de ces dispositions sont soumises à l'accord préalable du directeur général.

Article 26.-

Sous peine de mesures disciplinaires, il est interdit aux agents de céder à des tiers étrangers à l'administration des objets qui leur ont été fournis par la masse.

Article 27.-

Le règlement du 19 octobre 1905 est abrogé.

Article 28.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1953.

Bruxelles, le

MINISTERIEEL BESLUIT HOUDENDE REGLEMENT VAN HET KLEDINGFONDS VAN HET DOUANEPERSONEEL.

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van ... betreffende de inrichting van het Kledingfonds van het douanepersoneel, namelijk op artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van ... tot toekenning van een uniformvergoeding aan het personeel van het Bestuur der douanen en accijnzen;

Gelet op het advies van het Syndicaal Subcomité v van advies van het Bestuur der douanen en accijnzen;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

HOOFDSTUK I.- BEVOEGDHEID EN VERGADERINGEN VAN DE RAAD.

Artikel 1.-

De Raad van het Fonds neemt alle beslissingen betreffende de levering, aan het douanepersoneel dat gerechtigd is de uniform te dragen :

.../...

1° van de uniformstukken bedoeld in het besluit van de Regent van 13 September 1946;

2° van de kledingstukken en uitrustingsvoorwerpen die in dat besluit niet zijn genoemd maar die bij beslissing van de Raad worden verkocht.

In bijzondere omstandigheden kan het Fonds, bij beslissing van de Raad , de levering van sommige der in het besluit van de Regent van 13 September 1946 bedoelde voorwerpen stopzetten.

Artikel 2.-

Al de aannemingen worden gedaan na beroep op mededinging.

Voor weinig belangrijke leveringen mogen evenwel onderhandse contracten aangegaan worden.

Artikel 3.-

De leveringen worden in ontvangst genomen door het beperkt comité bedoeld in artikel 8. Vóór de in ontvangstneming der weefsels wint dit comité het advies in van de commissie der weefsels die bij het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand fungeert. Voor de andere artikelen raadpleegt het eventueel deskundigen.

Artikel 4.-

De aanneming van de kleermakers en pettenmakers, belast met het vervaardigen der kledingstukken, wordt door de Raad toegestaan en ingetrokken.

.../...

Artikel 5.-

De leden van het beperkt comité waarvan sprake in artikel 8, staat het vrij deel te nemen aan de uitdeling der klederen en hoofddeksels. Daartoe stellen zij zich in verbinding met de beheerder.

Artikel 6.-

Alle innings- en betalingsverrichtingen geschieden door toedoen, hetzij van de Postcheck- en Girodienst, hetzij van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas.

De betalingsorders worden door de beheerder opgesteld en door de voorzitter of de ondervoorzitter medeondertekend.

Artikel 7.-

De verkoopprijzen van de voorwerpen waarvan sprake in artikel 1 worden door de Raad vastgesteld.

De prijs van de voorwerpen geleverd door de kleermakers en pettenmakers is de netto-kostprijs der gebruikte benodigdheden, vermeerderd met het maakloon.

De prijs van de andere voorwerpen is de netto-kostprijs.

Artikel 8.-

De Raad duidt twee van zijn, gewone of plaatsvervangende, leden aan, de ene een bestuursafgevaardigde, de andere een syndicaal afgevaardigde, om een beperkt

.../...

comité te vormen dat belast is met het nemen der spoed-eisende beslissingen. De aanduiding van de syndicale afgevaardigde heeft volgens een beurtregeling om de drie maanden plaats.

Elke beslissing van het beperkt comité wordt bij de eerstvolgende vergadering ter kennis van de Raad gebracht.

Bij verschil van gevoelen onder de leden van het beperkt comité, wordt de kwestie aan de Raad voor-gelegd.

Artikel 9.-

De beheerder voorziet in het secretariaat van de Raad.

De Raad komt tenminste eens per trimester bijeen en wordt daartoe bij een ter post aangetekend schrijven door de voorzitter bijeengeroepen.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Artikel 10.-

Door de beheerder worden van iedere vergadering notulen opgemaakt; een afschrift daarvan wordt aan ieder lid toegezonden.

Artikel 11.-

Het indienen der bestellingen door de aange-slotenen, het overmaken er van aan het Fonds, het opsturen

.../...

der bestelde voorwerpen, de verdeling er van onder de geadresseerden, het terugzenden der voorwerpen die door de geadresseerden zijn geweigerd of die om enige reden niet kunnen verdeeld worden, geschieden volgens de bepalingen door de Raad vastgesteld. De bepalingen waarvan de toepassing de medewerking van de buitendiensten van het Bestuur der douanen en accijnzen vereist, moeten vooraf voor akkoord aan de directeur-generaal van dit bestuur worden voorgelegd.

De Raad bepaalt het model van de registers en bescheiden die door het bureau van het Fonds worden bij gehouden.

Artikel 12.-

De beheerder van het Fonds neemt periodiek deel aan een aantal uitdelingen van uniformkledaren en petten, teneinde na te gaan of ze aan de vereiste voorwaarden voldoen.

HOOFDSTUK II. - BIJHOUDEN VAN DE REKENINGEN VAN HET FONDS.

Artikel 13.-

Het dienstjaar begint op 1 Januari en eindigt op 31 December van hetzelfde jaar.

.../...

Artikel 14.-

De uniformvergoeding toegekend aan het douanepersoneel wordt ter beschikking van het Fonds gesteld. Het bedrag van de vergoeding toegekend aan iedere aangeslotene wordt op het krediet van zijn rekening door het bureau van het Fonds ingeschreven.

Artikel 15.-

Aan niet aangesloten personeel waarvoor een reglementaire kledij is voorgeschreven, kan het Fonds tegen kontante betaling kledingstukken leveren.

Artikel 16.-

De gewestelijke directeurs der douanen en accijnzen brengen het bureau van het Fonds periodiek op de hoogte van de wijzigingen die zich onder het personeel hebben voorgedaan.

De maatregelen voor de toepassing van dit voorschrift worden door de Raad vastgesteld. Zij worden vooraf voor akkoord aan de directeur-generaal voorgelegd.

Artikel 17.-

De rekeningen der aangeslotenen worden gehouden door het bureau van het Fonds.

Artikel 18.-

Het bureau van het Fonds houdt op naam van iedere aangeslotene een comptabiliteitskaart, met opgave

.../...

van de stand van de rekening van belanghebbende. Deze kaart wordt afgesloten op het einde van het dienstjaar en een uittreksel er van wordt door bemiddeling van de controleur aan de aangeslotene overgemaakt. Deze beschikt over een maand vanaf de dag waarop hij het uittreksel heeft ontvangen, om aan het bureau van het Fonds zijn eventuele opmerkingen te laten kennen.

Artikel 19.-

Indien, bij het jaarlijks afsluiten der rekeningen, het bedrag der uniformvergoeding, toegekend voor het in aanmerking genomen dienstjaar, hoger is dan het totaal der sommen door de aangeslotene aan het Fonds verschuldigd, wordt het batig saldo overgedragen op het krediet van de rekening van de aangeslotene voor het volgend dienstjaar.

Elke som ingeschreven op het krediet van de rekening van de aangeslotene die meer bedraagt dan het maximum van de uniformvergoedingen toegekend voor de laatste twee jaren, wordt in de Schatkist gestort.

Artikel 20.-

Indien het totaal der sommen door de aangeslotene aan het Fonds verschuldigd,meer bedraagt dan de uniformvergoeding toegekend voor het in aanmerking genomen jaar, wordt het saldo aangezuiverd volgens de regelen door de Raad gesteld.

Artikel 21.-

De comptabiliteitskaarten op naam van de technische klerken, klerken-chef, bijzondere klerken,

.../...

klerken of accijnsbeambten worden insgelijks ieder jaar afgesloten.

De schuld wordt aangezuiverd volgens de regelen door de Raad gesteld.

Artikel 22.-

Bij schorsing zonder wedde, inrustestelling, ontslag, terbeschikkingstelling, afzetting of overlijden van een aangeslotene, wordt zijn rekening door het bureau van het Fonds afgesloten. Dit gebeurt ook wanneer de aangeslotene geroepen wordt tot een ambt waarvoor het dragen der uniform niet is voorgeschreven. Deze bepaling is niet van toepassing op de aangeslotene die van ambtswege wegens ziekte ter beschikking gesteld wordt.

De gewestelijke directeurs brengen de gevallen waarvan sprake in het voorgaande lid te gelegener tijde ter kennis van het bureau van het Fonds.

Artikel 23.-

Indien in de gevallen bedoeld onder artikel 22 de comptabiliteitskaart van de aangeslotene een batig saldo vertoont, wordt het beloop er van in de Schatkist gestort.

Artikel 24.-

Op het einde van ieder dienstjaar, nadat twee leden, daartoe speciaal door de Raad aangewezen, de boeken van het Fonds hebben nagezien, maakt de Raad de balans der verrichtingen van het dienstjaar op en legt hij die voor goedkeuring aan de Minister voor.

.../...

HOOFDSTUK III. DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 25.-

De Raad kan het bureau van het Fonds machtigen, onder de voorwaarden die hij vaststelt, zijn medewerking te verlenen aan het beheer van andere instellingen die uniformstukken leveren aan personeelsleden behorende tot besturen van de Belgische Staat of van het Groothertogdom Luxemburg. De maatregelen voor de toepassing van deze bepalingen worden vooraf voor akkoord aan de directeur-generaal voorgelegd.

Artikel 26.-

Op straffe van tuchtmaatregelen is het de personeelsleden verboden, voorwerpen die hun door het Fonds zijn geleverd, aan niet tot het bestuur behorende personen af te staan.

Artikel 27.-

Het reglement van 19 October 1905 wordt opgeheven.

Artikel 28.-

Dit besluit treedt 1 Juli 1953 in werking.

Brussel, de

L.3502/1.

MTL. L.3504/1.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,
de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

M.SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

J.VAUTHIER, assesseurs de la section de législation,
L.FREDERICQ, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
des Finances.
van Financiën.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.